

**OGDH****ORGANISATION GUINÉENNE DE DÉFENSE DES  
DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN**

\*MEMBRE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME-FIDH  
\*MEMBRE DE L'UNION INTER AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME-UIDH  
\*AYANT STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DE LA COMMISSION AFRICAINE DES  
DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES DE L'OUA – PRIX R. BALDWIN DE LA PAIX 2001  
PRIX DEMOCRACY COURAGE TRIBUTE OF THE WORLD MOVEMENT FOR DEMOCRACY - 2004

N/Réf 0001/CD/OGDH/2015

Conakry le 06 janvier 2015

## DECLARATION

L'Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen-**OGDH** a constaté avec étonnement et stupéfaction l'existence de plusieurs textes de loi portant organisation et fonctionnement de l'Institution Nationale Indépendante des Droits de l'Homme-**INIDH**.

Cette loi organique présente des différences remarquables dans son contenu qui changent complètement le sens du texte. L'**OGDH** qui a pour objectif la lutte pour la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'homme, qui a eu la confiance du peuple de la République de Guinée en lui confiant la direction du Forum Démocratique de Guinée et les Forces vives composées de partis politiques et de la société civile, dans le but d'une transition politico sociale positive, c'est-à-dire à l'avantage du peuple, voit la gestion démocratique de cette transition comme fondamentale.

### **Est-ce une falsification délibérée de la procédure ?**

Considérant que les élections communales et communautaires et l'installation des institutions républicaines base de la bonne gouvernance sont encore non achevées causant ainsi un grand retard, l'**OGDH** voit le pays toujours en transition.

Aussi, **attachons nous une grande importance à la manière dont les institutions achevant cette transition** sont installées, leur fonctionnement, leur occupation par des personnes honnêtes, compétentes et courageuses.

**Il faut souligner que la base juridique d'une institution**, la fondant, a un rôle primordial dans son efficacité. D'où notre inquiétude quant à la légalité et le fonctionnement de l'**INIDH** qui, dès le début, est entachée de souillures, alors qu'elle doit être fondée sur des principes démocratiques acceptés par la majorité, grâce à une procédure normale.

Mais, comme dit ci-haut, le texte de la loi organique en question porte à son article 1, des changements. Ce qui va continuer aux articles 3, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 18, 20, 21, 26 et 32



principalement. Certaines modifications conduisent à des sens inquiétants et à des réalités non souhaitées par rapport au texte initial du Conseil National de Transition-CNT (le législatif)

**L'OGDH voit là une violation grave de la Constitution, des textes fondamentaux de la CEDEAO, de l'UA et de l'ONU dont la République de Guinée est partie.**

L'OGDH en appelle au **Pouvoir Exécutif** afin qu'il respecte :

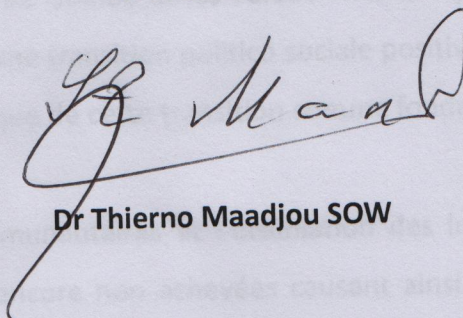
- **la disposition de l'article 45 de la Constitution** : le respect de la Constitution et des engagements internationaux ;
- **le principe fondamental de démocratie** : la séparation des pouvoirs.

**Le Pouvoir doit régulariser la situation pour fonder légalement l'INIDH.**

**Elle en appelle aux partis politiques et à la société civile** afin qu'ils contribuent au rétablissement de la légalité prévue par la loi, en se basant sur les articles 78, 79 et 80 de la Constitution.

**Pour le Bureau Exécutif de l'OGDH**

**Le Président**



**Dr Thierno Maadjou SOW**